

# Donald Trump sera destitué, mais quand?

Et dire que cela ne fait qu'une semaine qu'il est Président.

31/01/2017 07:00 CET | **Actualisé** il y a 3 heures



Robert Kuttner



CARLOS BARRIA / REUTERS

Le Président des Etats-Unis Donald Trump lors d'une cérémonie au Pentagone durant laquelle le nouveau secrétaire à la Défense James Mattis a prêté serment, le 27 janvier 2017.

[Donald Trump](#) tente de gouverner de manière impulsive, sur des coups de tête, par animosité personnelle, dans son propre intérêt et par décret... comme s'il était dictateur. Mais ça ne fonctionne pas, et il va déjà droit dans le mur au bout d'une semaine!

Les appels à sa destitution se multiplient parce que c'est le seul moyen de se débarrasser de lui, parce que beaucoup de Républicains sont en train de l'abandonner, parce que cet homme est psychologiquement incapable de s'assurer de la légalité des choses avant de les faire, et parce qu'il est de plus en plus évident qu'il n'est absolument pas qualifié pour diriger le pays.

Les adultes qui l'entourent, même les plus serviles, passent le plus clair de leur temps à tenter de réfréner ses ardeurs, mais c'est tout simplement impossible. Le reste du temps, ils répondent aux coups de fil frénétiques des dirigeants républicains, du monde des affaires et des chefs d'Etat étrangers.

Il a fait quoi??? Le pauvre Reince Priebus, chef de cabinet du président, évolue enfin dans les hautes sphères, mais il ne doit pas vraiment s'amuser.

C'est une chose de vivre dans son monde quand on est candidat, et qu'on peut dire à peu près tout ce qui nous passe par la tête. En trompant suffisamment de personnes suffisamment de fois, on peut même parvenir à se faire élire. Mais quand on tente de gouverner ainsi, la réalité vous rappelle à l'ordre.

Donald Trump a édicté des décrets impulsifs, qui n'ont pas été évalués par des juristes, des experts gouvernementaux ni des responsables politiques, et n'ont fait l'objet d'aucune réflexion stratégique sérieuse. Le voilà presque aussitôt contraint de faire marche arrière en raison des pressions politiques et juridiques... et à cause du monde réel.

Contrairement à ce qui se passe dans les différentes dictatures qu'affectionne le président, l'écheveau de mesures de contrôles politiques et juridiques mis en place pour défendre la constitution et empêcher l'avènement d'un régime tyrannique aux [Etats-Unis](#) tient bon, dans l'ensemble. Plus il est irresponsable, plus ces mesures se renforcent.

C'est seulement parce qu'il a bêtement tenté de refouler certaines catégories de réfugiés (mais en laissant entrer ceux qui viennent de pays qui soutiennent le terrorisme, comme l'Arabie saoudite et l'Egypte, où il a investi à titre personnel) qu'il s'aperçoit aujourd'hui que les Etats-Unis ont des tribunaux. Des tribunaux, vous dis-je! Incroyable.

Plus il se montrera imprévisible, moins les juges conservateurs accepteront de servir la soupe aux Républicains, comme ils l'ont fait si souvent par le passé. De la même manière, il serait imprudent de penser que la Cour suprême validera sans sourciller ses décisions les plus controversées.

Depuis une semaine, les Républicains, connus et moins connus, s'empressent de se distancer des propos qu'il tient sur Vladimir Poutine, et tournent en ridicule ses soupçons infondés de fraude électorale massive.

Ils ne savent plus où se mettre quand il s'agit de liquider le programme de couverture sociale universelle, l'Obamacare, sans nuire aux patients ni à leurs propres espoirs de réélection. C'est une mesure complexe, et Donald Trump ne fait pas vraiment dans la nuance. Tom McClintock, représentant de la Californie, a résumé les inquiétudes de nombre de ses confrères: "Il va falloir assumer les mesures que nous allons mettre en place" suite à l'abrogation de la loi. "Nos adversaires appelleront ça le Trumpcare, et les Républicains seront jugés sur pièce lors des prochaines élections, qui auront lieu dans moins de deux ans."

Le sénateur Lindsey Graham n'a, quant à lui, pas hésité à se moquer des habitudes du président sur les réseaux sociaux, en qualifiant dans un tweet la guerre commerciale avec le Mexique de "mucho sad".

Même le cabinet de Donald Trump a dû l'empêcher de poursuivre sa croisade insensée contre les Mexicains, notamment lorsqu'il oblige le président du Mexique à annuler sa visite officielle, avant de le rappeler 24 heures plus tard pour se rabibocher.

Le président américain a aussi proposé de légaliser à nouveau la torture, mais les leaders républicains s'y sont opposés. John Thune, le sénateur républicain du Dakota du Sud, a ainsi déclaré mercredi 25 janvier que l'interdiction de recourir à la torture faisait jurisprudence, et que les Républicains au congrès s'opposeraient à tout retour en arrière. Un point de vue que partage le ministre de la Défense, pourtant nommé par Donald Trump. Après avoir claironné à qui voulait l'entendre que sa décision était prise, le président a docilement accepté de s'en remettre à ses conseillers militaires.

Tout cela en une semaine seulement! Et, aujourd'hui, des tribunaux fédéraux commencent à restreindre ses prérogatives.

Il y a deux semaines, au vu de ce que nous avons constaté pendant la période de transition, j'ai écrit un article proposant la constitution d'une commission et d'une campagne citoyennes de destitution du président.

Depuis, l'association apolitique [Free Speech for People](#) a lancé une campagne similaire. Elle a déjà recueilli quelque 400.000 signatures. L'organisation bipartisane Citizens for Responsibility and Ethics in Washington (CREW) constitue de son côté un dossier car ses juristes ont introduit une action en justice suite aux multiples violations de la clause d'inéligibilité, dont le but est d'empêcher le président de tirer profit des actions d'un gouvernement étranger.

Il existe déjà bien d'autres motifs de destitution, notamment liés au fait que Donald Trump place ses propres intérêts financiers devant ceux du pays, et son étrange alliance avec Vladimir Poutine, qui relève presque de la haute trahison. Moins connu que la clause d'inéligibilité, le Stop Trading on Congressional Knowledge (STOCK) Act de 2012, est l'équivalent du délit d'initié français. Il s'applique au président, comme à n'importe quel autre fonctionnaire.

Bien entendu, la procédure de destitution est une mesure aussi politique que juridique, comme le souhaitaient les pères fondateurs des Etats-Unis. Or, une semaine après son investiture, ce n'est pas seulement Trump qui abandonne la constitution, mais ses alliés qui l'abandonnent, lui.

En dépit de son comportement alarmant, les Républicains ont cru qu'ils pourraient se servir de lui pour parvenir à leurs fins. Mais entre sa déclaration d'amour à Poutine et son désir d'initier une guerre commerciale mondiale, Donald Trump n'a rien d'un Républicain. On ose à peine imaginer l'inquiétude et l'horreur que doivent exprimer en privé les cadres du parti.

En 1984, le psychiatre Otto Kernberg a décrit le narcissisme malfaisant, un trouble psychologique qui, contrairement aux autres formes de narcissisme, est considéré comme une pathologie grave. Il se caractérise par une absence de conscience, une grandiloquence alliée à une immense soif de pouvoir, et une tendance au sadisme.

Etant donné le danger qu'il représente pour la république et pour le parti républicain, la destitution de Donald Trump n'est qu'une question de temps. La question est de savoir quelles catastrophes l'Amérique devra surmonter d'ici là.

*Ce blog, publié à l'origine sur le [Huffington Post américain](#), a été traduit par Bamiyan Shiff pour [Fast for Word](#).*

**Lire aussi :**

- [Décret anti-musulmans de Donald Trump: la France condamne, le Canada réagit et le Royaume-Uni reste silencieux](#)
- [En quoi l'élection de Donald Trump entraîne une théâtralisation pathétique du pouvoir](#)
- ["Le monde est un foutu bordel": l'explication de Trump pour limiter l'entrée des États-Unis aux musulmans](#)
- [Pour suivre les dernières actualités en direct sur \*Le HuffPost\*, cliquez ici](#)
- [Tous les matins, recevez gratuitement la newsletter du \*HuffPost\*](#)
- [Retrouvez-nous sur notre page Facebook](#)

**À voir également sur *Le HuffPost*:**